

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-96

Objet : Convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Blablacar Daily pour l'année 2024

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétences en matière de Mobilités ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°40-20 du 20 février 2020 portant autorisation de signature de la convention technique et financière avec l'entreprise Klaxit pour la mise en œuvre d'une solution applicative de covoiturage sur le territoire de la CoVe ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°63-23 du 3 avril 2023 constituant le pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon.

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 du 3 avril 2023 portant délégation d'attribution à la Présidente ;

Vu la décision n°2021-18 relative à l'avenant à la convention de partenariat pour l'expérimentation au covoiturage domicile-travail ;

Vu la décision n°2022-25 relative à la convention à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs utilisateurs de la plateforme Klaxit ;

Vu l'arrêté n° 2020-1309 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christian FORESTIER, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services ;

Vu la décision n°2023-87 relative à l'avenant actant le rachat de la société Klaxit SAS par Comuto SA (BlaBlaCar) qui conduit à un rapprochement visant à pérenniser le modèle diffusé par Klaxit auprès des collectivités locales en s'appuyant sur la marque BlaBlaCar ;

Vu la décision n°2023 - 95 relative au groupement de commandes pour la mise en place d'une solution de covoiturage à l'échelle du pôle territorial

Considérant que ce pôle territorial vise à assurer une meilleure harmonisation des politiques territoriales et à favoriser la mise en œuvre d'actions communes ;

Considérant l'intérêt pour les acheteurs publics de mutualiser certains de leurs achats, au sein d'un groupement de commande, pour renforcer leur attractivité auprès des fournisseurs, massifier leurs besoins pour réaliser des économies d'échelle et mutualiser les procédures de mises en concurrence,

Considérant les besoins communs en matière de réduction de la congestion routière et de lutte contre l'autosolisme des collectivités territoriales membres du pôle territorial ;

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes à cet effet, dont le Grand Avignon est le coordonnateur.

Parmi les actions communes du pôle métropolitain, il est proposé de développer une solution de covoiturage unique et harmonisée à l'échelle de ce pôle.

Dans ce cadre, et poursuivant cet objectif, il est apparu opportun d'initier d'une part un appel à sous-traitance pour la mise en place d'une solution de covoiturage pour les déplacements domicile-travail, et d'autre part d'établir une convention bipartite CoVe-BlaBlaCar Daily, et d'autre part d'établir une convention bipartite CoVe-BlaBlaCar Daily, règles et modalités du versement d'un incitatif financier également harmonisé avec celles pratiquées par les autres membres du groupement de commande tout en maintenant une indépendance d'action pour la CoVe.

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 084-248400053-20231102-D2023_96-AU

Décide

Article 1 : De signer la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily

Article 2 : Le Directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras le 02/11/2023
Pour la présidente et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens
Adjoint au directeur général des services,


Christian FORESTIER



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AUX COVOITUREURS PAR BLABLACAR DAILY

ENTRE :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN, Communauté d'Agglomérations, dont le siège est situé au 1171 avenue du Mont Ventoux, 84203 CARPENTRAS CEDEX

Numéro SIRET : 24840005300059

Représentée par Madame Jacqueline BOUYAC, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée à cet effet,

Ci-après désigné « la Collectivité »

ET :

COMUTO SA, dont le siège est situé au 84 avenue de la République, 75011, Paris, France,

Numéro RCS de Paris : 491 904 546

Capital social : 164,785.826 EUR

Représentée par Monsieur Nicolas Brusson, Directeur Général,

Ci-après désigné "BLABLACAR DAILY" ou « l'Opérateur »

PRÉAMBULE

Considérant la politique publique portée par la Collectivité consistant à organiser la mobilité ;

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport ;

Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage ;

Considérant le « Registre de preuve de covoiturage » porté par la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de la Mer (« **DGITM** », Ministère de la Transition Écologique), permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués en covoiturage ;

Considérant que BlaBlaCar Daily est implanté sur le Territoire de la Collectivité et que BlaBlaCar Daily :

- A su développer un réel savoir-faire en matière d'accompagnement des employeurs et de communication terrain auprès du grand public permettant ainsi de créer rapidement une masse critique de covoitureurs ;
- Met en avant sur son application les points de rencontre covoiturage spécifiques à la Collectivité ;
- A mis en place des mécanismes spécifiques de vérifications d'identité des covoitureurs afin d'offrir des garanties suffisantes sur la bonne utilisation de l'incitation financière aux covoitureurs ;

Dans ce contexte, la Collectivité souhaite encourager et développer la pratique du covoiturage sur son Territoire par l'intermédiaire de la plateforme BlaBlaCar Daily.

Il est ainsi décidé de conclure une convention de partenariat afin d'organiser les modalités du versement d'une incitation financière aux covoitureurs dont le trajet a été avéré.

Ceci exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

Article 1. DÉFINITIONS

Le « **Conducteur** » désigne la personne mettant à disposition son véhicule à des fins de covoiturage.

La « **Convention** » désigne le présent accord définissant les obligations des Parties et leurs conditions d'exécution.

Le « **Covoiturage** » tel que défini par l'article L. 3132-1 du code des transports est « *l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur*

effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux [...] ». Il y a donc covoiturage dès le partage d’un trajet entre un conducteur et un passager.

Le « **Covoitureur** » désigne aussi bien le conducteur que le passager formant un équipage de covoiturage.

L’ « **Opérateur** » désigne BlaBlaCar Daily, la personne morale opérant le service de covoiturage pour mettre en relation les covoitureurs et redistribuer la politique incitative.

L’ « **Opération** » désigne la politique incitative mise en place par la Collectivité et définie à l’Article 3 DESCRIPTION DE L’OPÉRATION.

La « **Nouvelle Opération** » désigne, le cas échéant, la politique incitative mise en place par la Collectivité après la fin de l’Opération et telle que définie à l’Article 4.4 Lancement d’une Nouvelle Opération.

Le « **Passager** » désigne la personne transportée par le Conducteur à des fins de Covoiturage.

Le « **Registre de preuve de covoiturage** » désigne le système d’information porté par la DGITM (Ministère de la Transition Écologique), permettant à l’Opérateur d’y faire converger ses preuves de covoiturage.

Un « **Trajet** » de covoiturage désigne le trajet d’un Conducteur avec un Passager en Covoiturage réalisé par le biais de l’Opérateur. Un Trajet est comptabilisé par Passager. Deux Passagers transportés en même temps par le même Conducteur équivaut donc à deux Trajets.

« **Territoire** » désigne la zone géographique sur laquelle la Collectivité exerce sa compétence administrative.

La « Date de démarrage de l’Opération », correspond à la date à laquelle l’Opérateur met en œuvre l’Opération, à savoir le :	02/01/2024
La « Date de fin de l’Opération », correspond à la date à laquelle il est prévu que l’Opérateur cesse de mettre en œuvre l’Opération	01/01/2025
Le « Montant de l’Opération » représente la somme allouée par la Collectivité à l’Opération, éventuellement complétée d’un reliquat d’une précédente opération	50 000 €

Article 2. OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les conditions et modalités de l’Opération de la Collectivité visant à la distribution d’une politique incitative en faveur du covoiturage ainsi que les conditions et modalité de réactualisation de l’Opération ou le lancement d’une Nouvelle Opération telles que définies à l’Article 4 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE.

6/11

Par la présente, BlaBlaCar Daily s'engage :

- à signaler l'ensemble des Trajets réalisés via son service au Registre de preuve de covoiturage et ;
- à reverser la totalité des incitations versées par la Collectivité aux Covoitureurs éligibles à l'Opération
- à respecter strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage.

Les différentes fournitures et prestations éventuellement commandées par la Collectivité à BlaBlaCar Daily ne sont pas couvertes par la présente Convention, mais feront l'objet d'un accord séparé entre les Parties.

Article 3. DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

3.1. Éligibilité à l'incitation

Les trajets incités dans le cadre de l'Opération sont les Trajets répondant aux critères cumulatifs suivants :

- Trajets dont l'origine ou la destination est située sur le Territoire de la Collectivité et ;
- Trajets inscrits dans le Registre de Preuve de Covoiturage avec des niveaux de classe de type B ou C tels que définis par le Registre de Preuve de Covoiturage.

Les restrictions suivantes seront appliquées :

- 6 Trajets maximum pour le conducteur par jour (équivalent à 2 voyages avec 3 passagers à bord par jour) ;
- Une distance minimale de 2 km par Trajet ;
- Une distance maximale de 80 km par Trajet;
- Une incitation maximum mensuelle (du premier au dernier jour du mois) de 150 € pour les Conducteurs.
- A fins d'articulation des dispositifs d'incitations sur des territoires proches, sont inéligibles les trajets à destination de [NomAOM].

Les trajets qui ne répondent pas à l'ensemble de ces critères ne sont pas éligibles au soutien de la Collectivité

3.2. Modalités de l'incitation

	Trajets de 2 à 10km	Trajets de 10 à 20km	Au-delà de 20km
Gain conducteur [GC]	1€ par passager transporté	1 € par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 10km et par passager transporté	2 € par passager transporté
Incitation de la Collectivité [IC]	1 € par passager transporté	1 € par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 10km et par passager transporté	2 € par passager transporté
Reste à charge pour le passager [= GC - IC]	0€	0€	0€

L'Opérateur s'engage à reverser les sommes conformément au présent article et les éventuels changements de tarification devront faire l'objet d'un accord écrit entre les deux Parties.

Article 4. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

4.1. Entrée en vigueur et durée de la Convention

La Convention entre en vigueur dès signature par l'ensemble des Parties.

La Convention prend fin le dernier jour du troisième mois complet suivant :

- la Date de fin de l'Opération ou ;
- si existante, la date de fin de la Réactualisation de l'Opération telle que définie par les Parties à l'*Article 4.3 Réactualisation de l'Opération* de la présente Convention ou ;
- si existante, la date de fin de la Nouvelle Opération.

En cas de fin anticipée de l'Opération en raison de la consommation totale du Montant de l'Opération la Convention prend fin le dernier jour du troisième mois suivant cette fin anticipée.

4.2. Mise en œuvre de l'Opération et durée

L'Opérateur met en œuvre l'Opération à compter de la Date de démarrage de l'Opération et y met fin

- à la Date de fin de l'Opération (éventuellement réactualisée dans les conditions de l'Article 4.3) ou ;
- le cas échéant, à la date de consommation totale du Montant de l'Opération y compris si les incitations ont été avancées par l'Opérateur, dans les conditions fixées par la présente convention ou,
- le cas échéant, à la date de résiliation anticipée de la Convention dans les conditions prévues à l'*Article 13 RÉSILIATION DE LA CONVENTION*.

Les Trajets de l'Opérateur éligibles au financement de la Collectivité sont pris en compte à compter de la Date de démarrage de l'Opération jusqu'à la Date de fin de l'Opération ou de la consommation totale du Montant de l'Opération. Dans cette dernière hypothèse, les Covoitureurs usagers des services de l'Opérateur devront alors être avertis par ce dernier de la fin anticipée de l'Opération.

4.3. Réactualisation de l'Opération

Si la Collectivité décide :

- de prolonger la durée de l'Opération et/ou ;
- d'augmenter le Montant de l'Opération et/ou ;
- modifier les modalités de l'incitation telles que définies à l'*Article 3.2 Modalités de l'incitation* ;

elle pourra décider de réactualiser l'Opération (la « **Réactualisation** »).

Les Parties pourront notamment discuter de la mise en œuvre d'une Réactualisation dès lors que :

- 50 % du Montant de l'Opération ont été consommés et/ou ;
- l'Opérateur et/ou la Collectivité estiment que l'Opération mériterait d'être réactualisée au regard de la dynamique de la pratique du covoiturage sur le Territoire.

La Réactualisation pourra être décidée par échange écrit entre les deux Parties définissant la Date de Fin réactualisée de l'Opération et/ou le Montant réactualisé de l'Opération.

Dans le cas où la Collectivité ne souhaiterait pas poursuivre sa politique d'incitation au-delà de la Date de fin de l'Opération, les dispositions de l'Article 6 FIN DE L'OPÉRATION ET SOLDE relatives à la fin de l'Opération s'appliquent.

4.4. Lancement d'une Nouvelle Opération

La Collectivité peut décider de lancer une Nouvelle Opération si :

- il a été mis fin à l'Opération pour quelque raison que ce soit et
- la Convention est encore en vigueur.

Dans cette hypothèse, la Collectivité pourra demander par écrit à l'Opérateur d'utiliser, si existant, le solde de l'Opération pour la Nouvelle Opération.

Le lancement d'une Nouvelle Opération et les modalités de l'avance pourront être décidés par échange écrit entre les deux Parties.

Article 5. TRANSMISSION DES DONNEES DE TRAJET

Pour permettre le versement de l'incitation, l'Opérateur de covoiturage s'engage à fournir ses données auprès du Registre de preuve de covoiturage opéré par la mission Incubateur de Services Numériques.

La transmission des données relatives aux Trajets éligibles s'effectue par le biais du Registre de Preuve de Covoiturage voir Annexe 3.

Ces données sont définies dans l'annexe 1.

Les parties à la présente convention respectent strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage

L'Opérateur doit :

- Avoir adhéré au Registre de Preuve de Covoiturage opéré par la mission Incubateur de Services Numériques et à en respecter ses Conditions Générales d'Utilisation.
- Avoir implémenté l'API (Application Programming Interface) qui permet de faire converger au fil de l'eau, vers le Registre de Preuve de Covoiturage, les données relatives aux Trajets éligibles.

L'annexe 4 de la présente convention dresse la liste minimale des données de trajets qui devront être transmises au Registre de Preuve de Covoiturage.

A titre exceptionnel, et uniquement en cas de dysfonctionnement du RPC, l'Opérateur pourra transmettre à la Collectivité les mêmes données que celles transmises habituellement au RPC, dans le respect des dispositions en vigueur sur la protection des données personnelles. Les données seront transmises en format CSV. Elles devront être suffisamment détaillées pour permettre à la Collectivité de procéder de façon autonome au calcul de sa participation financière.

Article 6. MODALITÉS DE VERSEMENT

6.1. Appels de fonds trimestriels intermédiaires

L’Opérateur tient à jour pendant toute la durée de la présente Convention, un fichier présentant au premier euro, l’ensemble des Trajets réalisés, les incitations versées aux Covoitureurs ainsi que la consommation du Montant de l’Opération.

Trimestriellement, l’Opérateur adresse à l’attention de la Collectivité des appels de fonds intermédiaires, à hauteur du montant total des incitations versées sur la période passée considérée.

Pour chaque appel de fonds seront mentionnés par l’Opérateur les éléments suivants :

- La période visée par la demande (date de début et date de fin) ;
- Le nombre de Trajets éligibles au financement effectués durant cette période ;
- Le calcul du montant du versement.

Nonobstant ce qui précède, l’Opérateur se réserve le droit de facturer la Collectivité dès la consommation intégrale du Montant de l’Opération le cas échéant.

6.2. Délais de paiement

Les versements correspondant aux appels de fonds intermédiaires sont effectués par la Collectivité au profit de BBC Daily dès la réception de l’appel de fonds, par virement bancaire aux coordonnées indiquées en Annexe 2 de la présente Convention.

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires s’appliquent avec un taux égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.3. Contacts comptabilité

Les contacts concernant la comptabilité (y compris pour les appels de fonds intermédiaires) sont :

		Nom	Titre	Courriel	Téléphone
Opérateur	Contact projet	Thibault GESLAND	Consultant Mobilité	Thibault.gesland@blablacar.com	06 78 12 46 94
	Contact comptabilité	Pierre DAVID	Administration des ventes	billing@blablacar.com	01 84 17 64 49
	Responsable du service comptabilité	Vincent TEXIER	Directeur Administratif et Financier	vincent.texier.ext@blablacar.com	01 84 17 64 49
Collectivité	Contact projet	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER
	Contact comptabilité	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER
	Responsable du service comptabilité	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER	À COMPLÉTER

Article 7. FIN DE L'OPÉRATION ET SOLDE

A la Date de fin de l'Opération, éventuellement réactualisée, ou à la date de résiliation de la Convention, l'Opérateur, sur demande de la Collectivité, adressera sous 45 jours ouvrés un état de solde, signé par son représentant dûment habilité, à l'attention de la Collectivité.

Cet état reprendra le total des sommes perçues par l'Opérateur depuis la Date de démarrage de l'Opération jusqu'à la Date de fin de l'Opération ou de résiliation de la convention et le total des sommes reversées aux Covoitureurs au titre des Trajets éligibles réalisés sur la même période.

Dans le cas où les sommes perçues par l'Opérateur excéderaient les sommes reversées aux Covoitureurs, l'Opérateur s'engage à reverser à la Collectivité la différence sous 30 jours suivant la transmission de l'état de solde, sauf en cas d'imputation de ce solde à une Nouvelle Opération dans les conditions prévues à l'Article 4.4 *Lancement d'une Nouvelle Opération*.

Article 8. CONTRÔLE

La Collectivité se réserve le droit de prendre toute disposition jugée nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente convention, et notamment des demandes de documentation, un contrôle sur site, des audits techniques et financiers, sous réserve d'en avoir informé l'Opérateur au moins 10 jours ouvrés à l'avance.

En cas d'audit diligenté par le RPC, l'Opérateur s'engage à répondre aux questions de l'auditeur dans la plus grande transparence. Le RPC s'engage à respecter le caractère confidentiel des données transmises par l'Opérateur.

En cas de non-respect avéré de cette Convention, la Collectivité, après demande de mise en conformité, pourra résilier de plein droit la présente convention dans les conditions prévues à l'Article 13.

Article 9. FRAUDE

L'opérateur de covoiturage devra mettre en place des contrôles anti-fraude sur les trajets réalisés dans le cadre de la présente convention. Celui-ci devra fournir à la Collectivité un rapport ou présentation sur le dispositif anti-fraude déployé et les fraudes constatées ou évitées, au terme de la présente Opération.

La mise en œuvre des moyens nécessaires à la lutte contre la fraude aux incitatifs financiers relève de la responsabilité de l'opérateur dans le cadre de la présente convention.

En cas de constatation d'une fraude avérée, l'opérateur transmet cette information au registre de preuve de covoiturage dans les modalités prévues par ses CGU, quel que soit le montant et le nombre de trajets concernés par cette fraude.

En cas de constatation d'une fraude avérée et dans le cas où l'incitatif n'a pas encore été versé au bénéficiaire, l'opérateur en bloque le versement sans délai. L'opérateur s'engage à transmettre à la collectivité les informations d'identification de l'utilisateur fraudeur. La collectivité se réserve le droit d'engager à l'encontre de l'utilisateur fraudeur une procédure de recouvrement des incitatifs perçus par fraude dans le respect des conditions du contradictoire prévues à l'article [L122-1 du code des relations entre le public et l'administration](#).

Article 10. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les documents communiqués par l'une des parties à l'autre au titre de la présente convention qui seront considérés comme confidentiels auront été préalablement identifiés comme tels.

Les parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément identifié comme confidentiel qui leur est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux personnels compétents à en connaître le contenu dans le cadre des missions qui leur ont été confiées par les parties dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Les informations confidentielles ne pourront être transmises à des tiers.

Par exception, en cas d'accord exprès et préalable du propriétaire des informations confidentielles, l'autre partie pourra transmettre lesdites informations à un tiers dans le cadre strict de l'exécution de la présente convention et s'engage à conclure avec ledit tiers un accord de confidentialité. Une copie de cet accord devra être remise au propriétaire desdites informations confidentielles avant toute transmission des informations confidentielles au tiers.

Les parties s'engagent à ce que de tels éléments ne soient pas utilisés, totalement ou partiellement, dans un but autre que celui défini par la présente convention.

Les obligations nées du présent article perdureront aussi longtemps que les informations confidentielles auxquelles elles se rattachent ne seront pas tombées dans le domaine public, et ce sans violation de l'une quelconque desdites obligations, dans la limite d'une durée de cinq ans après le terme de la présente convention.

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Responsable de traitement », « Sous-traitant », « Personne concernée », « Destinataire », « Violation de Données personnelles » et « Traitement » auront le sens défini dans les « Lois applicables en matière de protection des données ». De même, le terme « Données personnelles » a le sens qui est donné au terme « Données à caractère personnel » dans ces mêmes Lois.

L'expression « Lois applicables en matière de protection des données » désigne :

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (Règlement général sur la protection des données) abrogeant la directive 95/46/CE ;
- le cas échéant, les textes adoptés par l'Union Européenne et les lois locales pouvant s'appliquer aux Données personnelles traitées dans le cadre de la Convention.

Les Parties s'engagent à respecter les obligations légales et réglementaires en matière de protection des Données personnelles qui leur incombent dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Les Parties reconnaissent que l'Opérateur est le « Responsable de traitement » du ou des Traitement(s) de Données personnelles mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du Service de Covoiturage.

A ce titre, BlaBlaCar Daily s'engage à :

- respecter en tant que Responsable de traitement l'ensemble des Lois applicables en matière de protection des données notamment en termes d'information claire nécessaire au public sur la teneur des données collectées et les traitements afférents,
- respecter les droits des Personnes concernées,
- prendre toutes mesures techniques ou organisationnelles de sécurité nécessaires à la protection des Données Personnelles collectées et traitées dans le cadre du Service de Covoiturage, contre toute perte accidentelle, destruction illégale ou accidentelle, altération, et contre toute divulgation non autorisée ou utilisation détournée ou frauduleuse en accord avec le Droit applicable et le Contrat,
- ne traiter les Données Personnelles que pour les finalités et la durée du Service de Covoiturage,
- ne pas céder, transférer, exploiter ou donner toutes les informations et/ou Données Personnelles qui lui auront été transmises ou qu'il aura obtenues dans le cadre du Service, à des tiers non autorisés par le Covoitureur.

L'Opérateur s'engage à communiquer à la Collectivité la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur les Données Personnelles des Bénéficiaires collectées et/ou traitées par ses soins dans le cadre du Service de Covoiturage, ainsi que toute plainte qui lui serait adressée par tout individu concerné par le Traitement réalisé au titre de la Convention.

Cette communication devra être effectuée dans les plus brefs délais et au maximum de 48 heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

Ces incidents seront traités dans le cadre d'anomalies bloquantes. Le prestataire s'engage à mettre en place toutes mesures correctives nécessaires afin de mettre un terme à la violation de données et d'en limiter les conséquences et la récurrence.

Ces notifications interviendront Cette notification doit être faite par voie électronique auprès de la Déléguée à la Protection des Données du Client et être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

L'Opérateur fournit à la Collectivité dans la mesure du possible les informations suivantes : (i) les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation ; (ii) les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ; (iii) la description des conséquences probables de la violation de Données à caractère personnel ; (iv) la description des mesures prises ou que le Prestataire propose de prendre pour remédier à la violation de Données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négative. Le Client se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Prestataire. En cas de non-respect des dispositions précitées, le Client pourra prononcer la résiliation du Contrat après mise en demeure du Prestataire.

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données de l'Opérateur :

- Nom et prénom : à compléter
- Téléphone : à compléter
- E-mail : à compléter
- Adresse postale : à compléter

Article 11. COMMUNICATION

Chacune des Parties autorise l'autre Partie à utiliser son ou ses nom(s), marque(s) et/ou logo(s) afin de communiquer sur l'Opération dans les conditions précisées ci-dessous.

Toute utilisation devra respecter la charte graphique annexée de la Partie titulaire du ou des nom(s), marque(s) et/ou logo(s) concernés.

A cet effet, toute communication de la Collectivité mentionnant les raisons sociales ou les marques et logos, ou d'une façon plus générale l'image de BlaBlaCar Daily sera soumise préalablement à BlaBlaCar Daily qui disposera d'un délai de deux jours ouvrés pour faire part de ses observations. A défaut de commentaires dans ce délai, la communication sera considérée comme validée.

Il est précisé que BlaBlaCar Daily pourra librement utiliser les logos de la Collectivité en tant que référence commerciale.

La Collectivité et BlaBlaCar Daily s'engagent réciproquement à ne pas dénigrer publiquement l'autre partie ou à communiquer sur celle-ci de façon malveillante.

BlaBlaCar Daily s'engage à ne faire aucune utilisation ou diffusion qui puisse porter atteinte à l'image de la Collectivité ou à l'ordre public.

Article 12. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'Opérateur prendra en charge toute assistance technique sollicitée par les Covoitureurs, dans le respect de ses conditions générales d'utilisation.

L'Opérateur se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute question que celle-ci pourrait se poser ou qui lui serait posée par les participants à l'Opération, ou tout autre acteur ou partenaire.

Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la Convention sont les suivantes :

- La présente Convention datée et signée ;
- en Annexe 1: La délibération autorisant à signer la présente Convention.
- en Annexe 2: Les coordonnées bancaires de BlaBlaCar Daily

Article 14. CESSION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention est conclue *intuitu personae*. Ainsi, les Parties ne peuvent céder leurs droits et obligations découlant de la présente Convention à un tiers sans l'accord exprès et préalable de l'autre Partie.

Toutefois, et par dérogation au paragraphe précédent, l'Opérateur peut céder ses droits à toute personne morale qui, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce :

- le contrôle,

- est contrôlée par une autre personne morale qui le contrôle également.

Cette cession doit être précédée d'un courrier (ou courriel) permettant d'en certifier la réception, informant de l'opération de cession et démontrant de la capacité technique et financière du cessionnaire pour exécuter la présente Convention.

Article 15. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

À la demande expresse et motivée de l'une des parties, la Convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de trente (30) jours démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente Convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à état de solde tel que défini à l'Article 6. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Opérateur.

Article 16. RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la Convention. A défaut de règlement amiable, dans un délai de 3 mois courant à compter de l'envoi par la partie la plus diligente d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Paris.

Article 17. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les Parties conviennent expressément que le Contrat signé par voie électronique constitue l'original du document et fait foi entre les Parties.

Les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante du Contrat sur le fondement de sa nature électronique.

En conséquence, les Parties reconnaissent expressément que le Contrat pourra valablement leur être opposé.

Ces stipulations sont valables pour tout avenant au Contrat que les Parties seraient amenés à signer.

Article 18. ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile en leur siège respectif.

La présente Convention est établie en deux exemplaires originaux.

Pour Communauté d'Agglomération Ventoux
Comtat Venaissin,

Fait à, DATE

Mme Jacqueline BOUYAC
Présidente

Pour Comuto SA,

Fait à Paris, le 5 Octobre 2023,

M. Nicolas BRUSSON
Directeur Général

ANNEXE 1 - La délibération autorisant à signer la présente Convention.

ANNEXE 2 - Coordonnées bancaires de BlaBlaCar Daily

Établissement	Guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30004	02586	00010109879	96	BNP Paribas IDF Innovation

IDENTIFICATION INTERNATIONALE :

IBAN	FR76 3000 4025 8600 0101 0987 996
Code B.I.C.	BNPAFRPXXX

TITULAIRE DU COMPTE : **COMUTO, 84 avenue de la République, 75011 PARIS**

ANNEXE 3 - Relative aux données minimales devant être transmises au Registre de Preuve de Covoiturage *

Données à caractère obligatoire :

- journey_id : générée par l'opérateur, doit être unique, avec indication du nom de l'opérateur.
 - operator_journey_id : générée par l'opérateur pour regrouper des trajets.
 - phone_trunc : Numéro tronqué à 8 chiffres
 - operator_user_id : Identifiant de l'utilisateur chez l'opérateur
- Remarque : phone_trunc et operator_user_id dépendent l'un de l'autre, si l'un est présent, l'autre doit l'être aussi.
- operator_class : la classe de preuve correspondant aux spécifications définies dans les classes de preuve de covoiturage.
 - passenger.over 18 : le passager est majeur (TRUE) ou mineur (FALSE) ou non communiqué (NULL).
 - {passenger|driver}.start|end.datetime : date et heure du départ/arrivée au format ISO 8601 (YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ)
 - Pour les positions au départ et à l'arrivée (au choix du Bénéficiaire) :
 - insee Code INSEE commune ou arrondissement de la position,
 - Literal Adresse littérale, ou
 - lat Latitude comprise entre 90deg et -90deg décimaux en datum WSG-84 &
 - lon Longitude comprise entre 180deg et -180deg décimaux en datum WSG-84
 - {passenger|driver}.distance : distance entre start et end en mètres (10 km =10000).
 - {passenger|driver}.duration : durée du trajet entre start et end en secondes (25min = 1500).
 - passenger.seats : nombre de sièges réservés par l'occupant passager. Défaut : 1.
 - passenger.contribution : Coût réel total du service pour l'occupant passager en fonction du nombre de sièges réservés APRÈS que toutes les possibles incitations aient été versées (subventions employeurs, promotions opérateurs, incitations AOM, etc).
 - driver.revenue : la somme réellement perçue par le Conducteur APRÈS que toutes les incitations (subventions employeurs, promotions opérateurs, incitations AOM, etc.), contributions des passagers aient été versées et que la commission de l'opérateur soit prise.

Schéma des incitations

- incentives* : Tableau reprenant la liste complète des incitations appliquées (ordre d'application, montant, identifiant de l'incitateur). Si aucune incitation, envoyer un tableau vide :
 - index: <Number> * // ordre d'application [0,1,2]
 - amount: <Number> * // montant de l'incitation en centimes d'euros
 - siret: <String> * // Numéro SIRET de l'incitateur

Le SIRET est un identifiant unique par structure juridique. Toutes les entités incitrices en possèdent un.

Par défaut, l'ordre d'application des politiques incitatives est le suivant :

 1. Territoire (AOM, Région, ...)
 2. Sponsors (incitations employeur, CE, etc.)
 3. Opérateur (opération promotionnelle, offres, etc.)

* Cette liste peut être amenée à évoluer